



HAL
open science

La fragmentation spatiale en Syrie

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. La fragmentation spatiale en Syrie : un communautarisme rampant. Revue de l'Economie Méridionale, 2005, 53 (209-210), pp.7. halshs-00009305

HAL Id: halshs-00009305

<https://shs.hal.science/halshs-00009305>

Submitted on 27 Feb 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La fragmentation spatiale en Syrie : un communautarisme rampant

Résumé : Le régime ba'athiste syrien utilise la politique d'aménagement du territoire pour renforcer ses réseaux clientélistes à base communautaire. La libéralisation économique, lancée à la suite de la crise financière des années 1980, remet en cause ce système. Car elle modifie le rapport de force entre le pouvoir politique, détenu par un clan Alaouite, et le pouvoir économique dominé en majorité par des Arabes Sunnites. La fragmentation socio spatiale sur des bases communautaires du territoire national est la conséquence directe de ce double processus. Elle menace la stabilité du régime de Bashar El Assad.

Mots clés : Syrie, aménagement, communautarisme, ségrégation, libéralisation économique, Alaouite.

La Syrie de Bashar El Assad connaît des mutations territoriales à toutes les échelles qui conduisent à une fragmentation de plus en plus aigue du territoire national. Ce processus est la conséquence directe de la politique d'aménagement du territoire de la période précédente, conçue comme un moyen de contrôle politique et non de développement. Le désengagement de l'Etat et une certaine libéralisation de l'économie depuis le début des années 1990 ont donc enclenché un processus de fragmentation du territoire national. Les rivalités internes au sein de la caste militaire alaouite dirigeante, depuis la mort d'Hafez El Assad en juin 2000, ont affaibli l'Etat central. Cette vacance du pouvoir est ressentie particulièrement par les périphéries qui ont exprimé violemment leur mécontentement à l'égard du régime, tel les Druzes durant l'été 2000 et les Kurdes en mars 2004.

L'aménagement du territoire : un instrument de contrôle politique

L'instabilité politique qui régnait en Syrie de l'indépendance à l'Union avec l'Egypte (1945 – 1958) rendit difficile la mise en place d'une véritable politique d'aménagement du territoire. Les gouvernements successifs suivaient une politique libérale, dans le domaine économique, qui limitait par nature les interventions de l'Etat. A la fin des années 1950, les déséquilibres entre les grandes villes : Damas, Alep, Homs et Hama, d'où provenaient l'essentiel du personnel politique syrien et le reste du pays étaient criants. Les inégalités économiques conduisirent à des déséquilibres politiques et sociaux qui expliquent notamment l'union avec l'Egypte nassérienne en 1958, puis le coup d'Etat militaire ba'athiste en 1963. Le nouveau personnel politique provenait essentiellement des périphéries délaissées et des communautés minoritaires (Alaouites, Druzes, Ismaéliens ...). A la suite de conflits au sein du parti Ba'ath et de l'armée, une '*assabiyya*'¹ à majorité alaouite menée par le général Hafez El Assad s'empara du pouvoir en 1970.

¹ Un groupe de solidarité à base communautaire, clanique ou simplement des individus unis par un intérêt commun.

Les nouveaux dirigeants syriens, bien que venant des périphéries se sont efforcés de renforcer la centralisation du pays autour de Damas, sur le plan politique mais aussi économique, en créant un réseau de transport terrestre rayonnant autour de la capitale, au détriment de la bicéphalie traditionnelle Damas – Alep. Le maillage administratif du pays fut resserré au niveau des mailles de rang inférieur : *nahyeh* (canton) ou moyen : *mantiqa* (département). Le nombre de *nahyeh* passa de 90 à 200 entre 1960 et 1994, celui des *mantiqa*-s de 40 à 60. Car c'est à cette échelle que les structures d'encadrement de la population sont les plus efficaces. Le choix des chefs lieux ne s'est pas fait au hasard et surtout pas en fonction de critères objectifs en matière d'aménagement spatial. Les localités promues, à de rares exceptions près, sont celles qui disposent du plus d'appuis politiques. Car la concurrence est forte entre les localités pour accéder aux ressources de l'Etat. Le village de la famille Assad, Qardaha, fut élevé au rang de chef-lieu de *mantiqa*, tout comme Rastan, village du ministre de la Défense : Mustapha Tlass². Les généraux alaouites s'efforcent de promouvoir leur village chef-lieu de *nahyeh* à défaut d'être *mantiqa*. Ainsi les *muhafaza*-s alaouites de la côte (Lattaquié et Tartous) comptent-ils 25% des chefs-lieux de *nahyeh*-s du pays avec moins de 10% de la population et 2% du territoire. Une vaste réforme agraire fut lancée afin de démanteler les grands domaines agricoles au profit de la petite propriété paysanne, les nouveaux dirigeants syriens étaient sensibles à la misère de la paysannerie (70% de la population en 1960) en raison de leur origine rurale. Par ailleurs il élargissaient ainsi la base sociale du parti Ba'ath. Les campagnes étant toujours à l'heure actuelle le plus fort soutien du régime.

Le régime ba'athiste prit en main l'industrialisation du pays. A travers les plans quinquennaux, il affirma une volonté d'utiliser le secteur public industriel comme vecteur de l'intégration économique. Dans ce but il fallait tisser un tissu d'industries industrialisantes complémentaires à l'échelle nationale. Ces industries devaient valoriser en priorité les matières premières locales, créer des emplois et susciter un développement économique autonome. En réalité les industries furent utilisées en fonction des intérêts politico clientélistes du régime. Ainsi la région côtière fut-elle privilégiée au prétexte qu'elle possédait une vocation exportatrice. Les incohérences sont multiples. Le tissage de Lattaquié utilise des filés d'Idleb (150 km dans l'intérieur du pays) alors que la filature de Jableh (30 km de Lattaquié) produit des filés pour Alep (200 km de Jableh et 60 km d'Idleb).

La politique volontariste menée par les différents gouvernements ba'athistes et plus particulièrement celui d'Hafez El Assad n'avait pas pour but de résorber les déséquilibres spatiaux dans un souci altruiste mais de renforcer son pouvoir par une clientélisation totale de la société syrienne. Pour ce faire il utilise le vieil adage colonial : « diviser pour régner et s'appuyer sur les minorités » Certes Hafez El

² Mustapha Tlass est Sunnite. Hafez El Assad a su trouver des alliés dans les autres communautés.

Assad n'a pas créé les clivages communautaires, qui sont constitutifs de la société syrienne, mais il les a habilement utilisés en entretenant les rivalités. La stabilité du système Assad était assurée par une répression féroce et un Etat providence, longtemps entretenu par les transferts des pays arabes pétroliers.

Une libéralisation économique contrôlée

Les infrastructures de transport, l'achat d'usines clé en main à l'étranger, la multiplication des chefs-lieux administratifs, la généralisation de l'enseignement, de la médecine, furent financés par les aides des pays arabes pétroliers de 1973 à 1987 (de 1973 à 1987, on estime que 30% du budget syrien était alimenté par des fonds extérieurs), puis partiellement par les exportations de pétrole, sans oublier l'endettement vis à vis de l'étranger (les ex-pays communistes d'Europe de l'Est en particulier). Des dépenses croissantes et des recettes déclinantes provoquèrent une grave crise économique au milieu des années 1980. Les investissements publics étaient le moteur de l'économie syrienne, la contraction des dépenses publiques entraîna dans sa chute le secteur privé.

La libéralisation économique (*Infitah*) en Syrie est plus subie que voulue par le pouvoir. Ainsi puisque ce n'est pas une volonté politique qui est à l'origine de ce phénomène, elle se trouve ralentie par la bureaucratie, voire par la présidence lorsqu'elle sent que cela menace son pouvoir. Dans les dernières années de sa vie, Hafez El Assad a complètement bloqué l'*Infitah* qu'il disait pourtant avoir impulsée. Avec son fils, Bashar El Assad, la Syrie évolue vers un « crony capitalism » à l'égyptienne, avec toutefois la différence majeure que la Banque Mondiale ou le FMI ne peuvent imposer des réformes à un pays qui n'est pas endetté. Les statistiques fournies par le haut conseil de l'investissement chargé du suivi de la loi n°10 montre que 50% des projets sont réalisés à Damas et 25% à Alep. Les régions périphériques sont délaissées par les investissements privés. L'espace économique syrien renoue avec les déséquilibres spatiaux pré-ba'athistes, où Damas et Alep concentraient 80% des industries. Cette nouvelle structure de l'espace montre le renouveau de la bourgeoisie des grandes villes, tandis que les périphéries demeurent soumises ou assistées à la structure politique ba'athiste.

A Lattaquié, principal port de la Syrie, bien que la majorité de la population soit alaouite, ces derniers demeurent toujours en marge de l'économie citadine. Plus de 80 % des actifs alaouites travailleraient dans le secteur étatique (ce qui correspond pour une majorité des emplois à du chômage déguisé) contre seulement 40% des Sunnites et 50% de Chrétiens³. La présence des Alaouites dans le milieu des entrepreneurs privés à Lattaquié est mineure, tout du moins très inférieure à leur poids démographique (60% de la population). Ce phénomène s'explique en partie par le fait qu'ils ne se sont massivement installés en ville que depuis une quarantaine

³ Enquête personnelle réalisée en 1994

d'années. Par ailleurs, leur proximité avec le pouvoir politique leur donnant accès, de façon privilégiée, à des postes dans le secteur étatique, la plupart des Alaouites choisissent cette solution de facilité au détriment du secteur privé, même si ce dernier est, à terme, plus lucratif. Mais il faut également souligner que l'appartenance à la communauté alaouite est un handicap dans le milieu des entrepreneurs lattaquiotes.

Dans le monde méditerranéen, la culture d'entreprise est basée sur un trépied : la famille élargie, une tradition marchande séculaire et une crainte viscérale de l'Etat. L'absence de protection juridique rend difficile la mobilisation de fonds en dehors du cercle restreint de la famille et des connaissances proches. Les entrepreneurs qui bénéficient des plus grandes facilités de crédits ne sont pas ceux qui possèdent les projets les plus crédibles, mais ceux dont la réputation familiale de probité est la meilleure. Ainsi, la bourgeoisie traditionnelle en Syrie, même si elle a été mise à mal par les nationalisations et la Réforme agraire, possède-t-elle, grâce à son capital social, plus de potentiel économique que des entrepreneurs issus des classes populaires ou de la nouvelle bourgeoisie. L'appartenance à une communauté considérée comme hérétique par l'Islam sunnite est un handicap supplémentaire pour les entrepreneurs qui en relèvent. La différence religieuse renforce la méfiance envers les nouveaux venus. Les réseaux économiques privés et les réseaux étatiques ont tendance à recouvrir des réseaux communautaires puisque les recrutements dans le secteur étatique se sont opérés sur cette base. Ainsi la communauté alaouite dans son ensemble est-elle complètement dépendante de l'Etat : fonction publique, forces de sécurité, armée.

Réseaux communautaires, mutations économiques, mondialisation.

La ségrégation communautaire de l'espace s'est estompée au cours du XX^{ème} siècle avec l'urbanisation et la modernisation du pays. Mais si les clivages résidentiels (quartier chrétien, sunnite, druze ...) ne sont plus aussi visibles, ils n'en prennent pas moins d'autres formes. Peut être les enfants fréquentent-ils la même école, les familles utilisent-elle les mêmes services et travaillent au sein d'une même entreprise ou administration, mais il n'en demeure pas moins que les espaces privés sont clairement séparés. Les communautés s'inscrivent de moins en moins dans des territoires continus, mais dans des territoires en réseau qui correspondent à leur degré d'intégration ou d'appropriation des fonctions économiques urbaines. La fragmentation spatiale sur des bases communautaires se renforce avec les difficultés économiques. Car pour les Syriens, la famille, le clan, la communauté représente le réseau de solidarités primaires grâce auquel il peut vivre. Aujourd'hui, même si la croissance démographique s'est ralentie (de 3,2% par an entre 1981 et 1994 et 2,4% entre 1994 et 2004) la population continue d'augmenter par effet de masse et d'inertie. Une masse de jeunes adultes arrive donc sur le marché du travail. L'Etat n'embauche plus, ou seulement ses plus proches affidés, et le faible dynamisme du privé ne permet pas de compenser son désengagement. Le repli sur les réseaux de

solidarité primaire est donc vital pour la majorité des Syriens. A la campagne la distribution communautaire a peu changé, seuls quelques villages chrétiens sont devenus mixtes ou abandonnés par leurs habitants, en particulier dans le Nord – Est de la Syrie, les Assyriens ne se sentant plus en sécurité face aux Kurdes. En ville, les quartiers mixtes disparaissent au profit de quartiers communautaires de plus en plus homogènes. A l'échelle du pays, on note les mêmes replis communautaires à travers l'exemple des migrations intérieures : les Alaouites retournent vers la côte. A Damas, chaque communauté possède son quartier en périphérie : les Druzes sont à Jeramana, les Kurdes à Doumar, etc.

Avec l'affaiblissement de l'Etat et les tensions intercommunautaires qui s'affirment, les Syriens recherchent des protections et des revenus à l'extérieur du pays. Les Chrétiens intermédiaires entre l'Orient et l'Occident depuis le régime des « Capitulations » perpétuent cette tradition. Les autres communautés, y compris les Arabes Sunnites, cherchent des soutiens à l'étranger. Les pays pétroliers du Golfe constituent une source de revenus et donc une protection tout aussi efficace que les passeports occidentaux. Les communautés minoritaires appauvries et menacées par la démographie reconstituent leur capital et leurs structures à l'extérieur de la Syrie. Les liens restent forts avec le territoire d'origine qui reçoit des investissements. La construction est dopée dans le Djebel Druze par l'argent venu d'Amérique du Sud. A Alep ou Damas les industries textiles s'insèrent de plus en plus dans les réseaux de sous-traitance pour les grandes marques occidentales telles que Benetton ou Adidas. Certes la relative fermeture du pays et la mainmise de la *'assabyya* au pouvoir limite encore les retombées économiques, mais les réseaux sont prêts à fonctionner.

De nombreux syriens établis à l'étranger souhaitent investir en Syrie. Les motivations sont diverses : occuper une retraite précoce, faire fructifier le patrimoine familial, profiter de la main d'œuvre bon marché, etc. Mais ces investissements extérieurs menacent le régime alaouite, car les entrepreneurs se constituent une clientèle indépendante de l'Etat. Par ailleurs la bourgeoisie syrienne, alliée du pouvoir alaouite, voit d'un mauvais œil la concurrence de ces outsiders qui menacent ses positions oligopolistiques. Les craintes de la *'assabyia* alaouite et de la bourgeoisie se conjuguent pour bloquer toute évolution libérale. Ainsi la libéralisation du secteur bancaire en Syrie, attendue depuis des années, s'est révélée décevante. Seules quelques banques libanaises ont obtenu des licences. Les banques occidentales sont assez frileuses à l'égard du marché syrien. Mais surtout les autorités syriennes souhaitent conserver leur pouvoir sur le secteur bancaire. Grâce à la présence syrienne au Liban, la Syrie pense pouvoir mieux contrôler les banques libanaises que des banques occidentales.

La Syrie doit gérer le délicat problème de la stabilité de la livre syrienne. Au marché noir la monnaie syrienne est fixe depuis 1990 vis à vis du dollar américain : 1\$ = 50 LS (soit quasiment le taux officiel). Les changeurs syriens et libanais ne dérogent

pratiquement pas à cette règle, le taux varie entre 48 et 52 LS pour 1\$ en fonction des saisons, ainsi l'arrivée des touristes du Golfe persique en été fait-elle monter la Livre Syrienne, alors que des problèmes politiques, tel que la rébellion kurde de mars 2004 a fait fléchir la livre syrienne. En fait la 'assabiyya alaouite contrôle le marché noir au Liban comme en Syrie. Il représente une source de revenus appréciable et permet de convertir les livres syriennes en devises qui sont ensuite investies à l'étranger. Le cours de la livre syrienne est donc plus ou moins forcé, ce qui permet à l'Etat de garantir les salaires de ses employés (plus du tiers de la population active). Une chute de la livre syrienne aurait des conséquences catastrophiques pour le régime et la population, car la majorité des Syriens ne possèdent pas de réserves de devises comme les Libanais

Un héritage politique difficile à gérer

Les années 1990 marquent pour la Syrie, la fin de l'idéologie nationaliste arabe et socialiste. La promotion sociale par l'école et l'armée que prônait le Ba'ath, même si les corps de l'Etat étaient noyautés par les Alaouites, ne fonctionne plus. La distribution des terres aux paysans, le blocage des loyers et un secteur public omnipotent avaient permis de contenter les classes moyennes. Aujourd'hui, l'Etat n'a plus rien à distribuer et le pays ne peut plus compter sur l'aide des pays arabes pétroliers pour relancer son système économique grippé. Bashar El Assad a été placé au pouvoir par la 'assabiyya alaouite pour garantir ses intérêts, par ailleurs il était le seul à pouvoir garantir l'unité du clan. Il ne peut donc pas engager le pays dans des réformes qui contrecarraient les intérêts de sa 'assabiyya. Mais en même temps, le marasme économique entraîne des troubles croissants, en particulier dans les périphéries délaissées par l'Etat, ce qui menace la stabilité du régime.

BALANCHE, F., (2001), « Le Djebel Ansaryeh : une montagne assistée », *Montagnes Méditerranéennes*, 14, 183 – 192.

BALANCHE, F. (2002), « Intégration nationale, discontinuités et clivages communautaires en Syrie », in *La Méditerranée*, Paris, 123 – 127.

BALANCHE, F. (2003), « Transports et espace syrien », *Annales de géographie*. 146 – 166.

BATATU, H., (1999), *Syria Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton University Press, Princeton.

HINNEBUSCH, R., (1990), *Authoritarian power and state formation in Ba'thist Syria : army, party, and peasant*, Westview Press, New York.

RAYMOND, A. (1980), *La Syrie d'aujourd'hui*, Editions du CNRS, Paris.

VALTER, S., (2002), *La construction nationale syrienne : légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, Editions du CNRS, Paris.

VAN DAM, N., (1996), *The struggle for power in Syria*, I.B. Tauris, London.

WEDEEN, L., (1999), *Ambiguities of domination : Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*, The University of Chicago Press, Chicago.